Quel que soit le président qui sortira des urnes le dimanche 6 mai, il faudra maintenir la pression sociale pour refuser l'austérité, pour refuser de payer une dette qui ne profite qu'aux capitalistes. Qu'on nous promette une rigueur bleu horizon ou rose pâle, ce seront toujours les mêmes qui devront payer : les travailleuses et les travailleurs, toutes celles et tous ceux qui passent déjà leur vie à enrichir les patrons et les actionnaires. Si nous voulons changer les choses, il faut préparer dès maintenant le troisième tour social et penser sérieusement à construire une alternative au capitalisme. L'horizon politique n'est pas bouché et il ne tient qu'à nous de renouveler les idées et les pratiques.

## Construire dès maintenant un troisième tour social!

D'un côté il y a Nicolas Sarkozy qui, depuis cinq ans, a multiplié les mesures antisociales et a mené une politique ultralibérale de destruction des droits sociaux et de liquidation progressive des services publics. Sarkozy qui, main dans la main avec le patronat, va continuer à tout faire pour soumettre définitivement les travailleuses et les travailleurs au bon vouloir des capitalistes. De l'autre, il y a François Hollande qui prétend dans ses discours que son ennemi principal est le monde de la finance mais qui annonce lui aussi qu'il faudra paver la dette et mettre en place des mesures de rigueur. Dans les deux cas, la politique du prochain gouvernement ce sera la gestion du capitalisme et l'application plus ou moins agressive de l'austérité. Face à cela, les salarié-es doivent plus que jamais être convaincus que ces mesures n'ont rien d'une solution et affirmer l'existence d'un syndicalisme de combat, qui ripostera sans hésiter : aucun scrutin ne pourra se substituer à la lutte sociale et à l'action directe des exploité-es.

## Lutter et s'organiser!

Pour résister aux politiques d'austérité qui s'annoncent, il n'y a pas de secret, il va falloir se retrousser les manches, défendre pied à pied les droits sociaux qui vont être attaqués et stopper, entreprise entreprise, par destructions d'emplois menées tambour battant par les petits soldats du capitalisme. C'est possible. Pour cela, nous devons imposer aux patrons un droit de veto des travailleuses et des travailleurs sur les licenciements, première étape vers une redistribution du pouvoir dans l'entreprise et vers une reprise en main de la production. Les richesses doivent aller à celles et ceux qui les produisent, pas aux actionnaires anonymes qui jouent nos vies à la bourse.

Oui, l'autogestion de la production n'est encore aujourd'hui qu'une belle idée mais il ne tient qu'à nous de tout faire pour la mettre en pratique. Mais lutter dos au mur, chacun-e de son coté, ne sera pas suffisant pour battre le pouvoir patronal et rompre avec le système capitaliste. Il va nous falloir non seulement généraliser ces luttes, mais également faire émerger des

objectifs communs, des revendications unificatrices, et les faire converger pour taper toute et tous ensemble et en même temps. Face au pouvoir du capital et au pouvoir de l'État, il faudra affirmer le pouvoir populaire de toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à l'exploitation. C'est en nous appuyant mouvements syndicaux, féministes, antiracistes, antifascistes et en mettant nos forces en commun que nous pourrons réellement changer les choses et construire une nouvelle société.

Alternative libertaire

Le mensuel disponible en kiosque

☐ Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

☐ Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

 $\square$  Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

☐ Je m'abonne à <i>Alternati</i>	ve libertaire	28 avril 2012
(20 euros pour un an, 15 euro	s pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires,	chèque à l'ordre d'Alternative libertaire
NOM	PRÉNOM	
TÉL	E-MAIL	

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org